

## **Descriptif Administratif et Technique**

# **RÉALISATION de TRAVAUX de réhabilitation de la Couverture au CENTRE de Secours de BRAY sur SOMME (80340)**

*Le présent C.C.P comporte 7pages et 4annexes.*

### **Maître d'ouvrage :**

Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme  
7, allée du Bicêtre  
BP 2606  
80 026 AMIENS Cedex 1

### **Maître d'œuvre :**

Groupement Logistique - Service Infrastructures.

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ**

La présente consultation a pour objet la réalisation de travaux de réhabilitation de la couverture au Centre de Secours de BRAY sur SOMME rue de l'ancienne gare, 80340 BRAY sur SOMME.

## **ARTICLE 2 – DECOMPOSITION DES LOTS**

Le marché est constitué de 1 lot unique :  
-couverture et isolation.

## **ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION**

Le marché est passé selon la procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics.

## **ARTICLE 4 – VARIANTES**

Les variantes sont autorisées. Elles devront obligatoirement présenter une amélioration de la valeur technique des fournitures.

## **ARTICLE 5 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

### Pièces particulières :

- Le devis ou la proposition de prix
- Le Descriptif Administratif et Technique et ses annexes,
- Les fiches techniques des produits, matériaux et matériels.

### Pièces générales :

- Le Code des marchés publics,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de travaux (CCAG) et le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux Marchés Publics de travaux (CCTG).

## **ARTICLE 6 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE**

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés en la matière ; dans le cas contraire, fournir une déclaration sur l'honneur ;

MD

- Un document relatif aux pouvoirs de la personne ou des personnes habilitées à engager la société ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics concernant les interdictions de soumissionner ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Les formulaires DC 1, 2, 6 et 7 sont acceptés et disponibles à l'adresse suivante :

[http://www.economie.gouv.fr/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/daj\\_dc.htm](http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm)

## **ARTICLE 7 : CONSTITUTION DE L'OFFRE**

### **Présentation des offres**

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats. Il se compose du présent DAT et de ses 3 annexes.

Les propositions des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Le soumissionnaire est informé que l'établissement public souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : l'euro.

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté contenant :

- Les pièces énumérées à l'article 6 « justificatifs à produire » du présent DAT,
- Le devis ou la proposition de prix paraphé, daté et signé,
- Le présent Document Administratif et Technique (DAT) daté et signé.

### **Conditions d'envoi et de remise des offres**

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;">SDIS 80 7 Allée du Bicêtre 80 026 AMIENS</p> <p style="text-align: center;"><b>RÉALISATION DE TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA COUVERTURE AU CENTRE DE SECOURS DE BRAY SUR SOMME</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Ne Pas Ouvrir</b></p>
--

Les offres devront être :

- soit transmises en recommandé avec accusé de réception
- soit remises à l'adresse ci-dessus, contre récépissé.

Les offres devront parvenir avant la date et l'heure limites fixées à l'article 8 du présent DAT.

## **ARTICLE 8 : DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES**

La date et l'heure limites de réception des offres sont fixées au vendredi 15 avril 2011 à 12 heures.

## **ARTICLE 9 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES**

Le délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

MD

## **ARTICLE 10 : CRITERES DE CHOIX**

Le choix sera opéré sur la base des critères de choix pondérés de la manière suivante :

- Prix : 60 %
- Valeur technique : 40 % jugée à partir des fiches techniques des matériels.

## **ARTICLE 11 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL**

Le représentant légal du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme est Monsieur le Président du Conseil d'Administration, pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 12 – DELAI D'EXECUTION**

Les travaux seront réalisés dans un délai de **3 mois** à compter de la date d'effet de l'ordre de service délivré par le Maître d'œuvre.

Un planning sera établi par le maître d'ouvrage et transmis au titulaire du lot dans un délai d'une semaine à compter de la date de notification du marché, sans réponse dans la semaine suivante le planning est considéré comme adopté.

Les délais impartis englobent le repliement des installations et la remise en état des lieux.

## **ARTICLE 13 – PENALITES DE RETARD**

En cas de retard dans l'exécution des travaux dans les délais contractuels, il sera appliqué au titulaire du marché une pénalité journalière de 1/3000ème du montant du marché, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG Travaux.

## **ARTICLE 14 – PROPOSITION DE PRIX**

Les soumissionnaires devront préciser obligatoirement dans leur devis, ou proposition de prix, le montant détaillé des travaux

Le marché est passé à prix ferme, global et forfaitaire.

## **ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG Travaux.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché,
- la nature des prestations,
- le montant hors taxe des prestations réalisées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

Les factures devront parvenir à l'adresse suivante :

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME**  
**Groupement Juridique et Financier - Service Finances**  
**7 allée du Bicêtre – BP 2606**  
**80 026 AMIENS Cedex 1**

Les prestations seront payées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur et un délai global de paiement de 30 jours.

#### **ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire du marché pourra sous-traiter certaines parties de son marché conformément aux dispositions des articles 112 à 117 du Code des Marchés Publics.

#### **ARTICLE 17 – RECEPTION DES TRAVAUX**

La réception des travaux aura lieu suivant les stipulations de l'article 41 du CCAG Travaux.

#### **ARTICLE 18 - DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est fixé à 1 an à compter de la date d'effet de la réception des travaux (article 44 du CCAG Travaux) et à 2 ans concernant l'équipement technique.

#### **ARTICLE 19 - ASSURANCE**

Les entrepreneurs devront justifier par des assurances garantissant au titre de la responsabilité découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle en cas d'accidents ou de dommages causés par leur exécution.

La garantie devra être suffisante et sera illimitée pour les dommages corporels.

#### **ARTICLE 20 – RESILIATION DU MARCHE**

Seules les stipulations des articles 46 et 48 du CCAG Travaux relatives à la résiliation du marché sont applicables.

#### **ARTICLE 21 – DROIT, LANGUE ET MONNAIE**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'euro.

Tous les documents, inscription du matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si les titulaires sont établis dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, ils factureront leurs prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

#### **ARTICLE 22 – CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - GENERALITES**

##### **Prise de connaissance du projet et des existants :**

Par le seul fait de soumissionner, les entrepreneurs reconnaissent qu'ils ont une parfaite connaissance du projet. Ils doivent connaître, toutes les pièces contractuelles des corps d'état concernés par l'opération.

Les dimensions indiquées au présent document sont données à titre indicatif et non contractuel. Les entreprises sont réputées avoir, avant la remise de leurs offres, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Les entreprises devront signaler, le cas échéant, toute erreur ou omission qu'elles seraient à même de constater.

L'entrepreneur étant obligatoirement un technicien spécialiste du corps d'état pour lequel il a soumissionné, devra de lui-même pallier à toutes erreurs, contradictions, omissions, etc. et prévoir l'ensemble des travaux nécessaires à l'exécution des ouvrages.

Les entrepreneurs devront, avant remise de l'offre, avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants dans les conditions prévues au Règlement de Consultation.

Les modalités de visite des lieux sont : rendez-vous par téléphone auprès de Monsieur Alain NOE au 03.64.46.16.52.ou 06.81.58.64.75.

#### **Protection des ouvrages existants :**

Lors de toute exécution de travaux dans les ouvrages existants, les entrepreneurs devront prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité. Et ce, tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Les entrepreneurs auront à prendre toutes les mesures pour éviter la propagation de poussière dans les locaux non concernés par les travaux, par la mise en place de bâche....

Si les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudage, monte charge ou autres, les entreprises devront prendre toutes les dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés. En cas de désordre ils seront remis en état à leur charge. Avant tout déploiement de matériel encombrant ou d'accès de hauteur, les entreprises devront s'enquérir de la gêne occasionnée auprès du personnel en place.

#### **Nettoyage du chantier - Evacuation des déchets :**

Les entreprises sont responsables du nettoyage et de l'enlèvement des déchets, objet de leurs prestations.

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier, en décharge agréée, selon la législation en vigueur, au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, les entrepreneurs devront enlever leurs installations de chantier, leur matériel et leurs matériaux en excédent, les gravois et déchets devront être évacués, les protections, étiquettes des équipements (plomberie, vitrage...) mis en place seront supprimés. Les entrepreneurs effectueront tous les nettoyages nécessaires dans les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et enlèvements des gravois.

En tout état de cause, les locaux seront rendus dans le même état de propreté que celui dans lequel ils se trouvaient au démarrage du chantier.

#### **Hygiène et sécurité du personnel intervenant :**

Les titulaires devront adresser et faire approuver un Plan Particulier de Sécurité et de Prévention au SDIS de la Somme avant le début des travaux;

Les titulaires sont responsables de la sécurité de leur personnel et devront mettre à sa disposition tous les moyens adaptés aux travaux à réaliser, y compris les équipements de protection individuels, collectifs, échafaudage, nacelle... Le site étant occupé, les modalités permettant de ne pas entraver les activités des Sapeurs Pompiers seront définies lors du rendez vous de chantier préparatoire.

Le personnel intervenant signalera au responsable du site toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité, et les éventuels problèmes rencontrés lors de son intervention. Les entreprises seront responsables des éventuels dégâts occasionnés de par leur fait et seront tenues d'en effectuer les réparations à leurs frais.

#### **Accès locaux, moyens mis à disposition – Installation de chantier :**

- **Parkings** : Les entreprises auront la possibilité de se garer à l'emplacement qui lui sera défini, après autorisation du responsable du site. En aucun cas les véhicules ne devront occasionner de gêne dans les activités opérationnelles de la caserne.

- **Locaux vestiaires / sanitaires** : Des sanitaires pourront être utilisés par les titulaires. Le responsable du site les indiquera lors de la première réunion de chantier. Ils seront entretenus et rendus dans le même état qu'à leur mise à disposition.

- **Branchements** : Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaire à l'exécution proprement dites des prestations seront assurées gratuitement par la collectivité. Les entreprises veilleront à éteindre les locaux, fermer les portes et à ne pas laisser l'eau s'écouler.

- **Stockage des matériaux** : Le stockage se fera à l'extérieur du bâtiment, sans gêne pour les pompiers.. Les entrepreneurs restent responsables de toutes les dégradations et détournements de ces matériaux.

#### **Provenance et qualité des matières consommables et pièces de rechange :**

Les produits utilisés seront conformes à la réglementation en vigueur. Tous les matériaux sont de première qualité, et seront mis en œuvre suivant les règles de l'art. Les entrepreneurs sont tenus de produire, à la demande du Maître d'ouvrage, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux.

Tout matériau, couleur ou procédé de finition devront être validé par le maître d'ouvrage en accord avec les utilisateurs du centre.

Tout matériau défectueux ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante sera refusé par le Maître d'ouvrage.

***Les fiches techniques des produits, matériaux et matériels seront remises avec l'offre.***

#### **Rendez-vous de chantier**

Les entrepreneurs, devront obligatoirement assister aux rendez-vous de chantier pour lesquelles ils auront été convoqués, ainsi que tous les autres participants.

En cas d'absence, sauf cas de force majeure, une pénalité de trente cinq Euro (35€) par absence constatée pourra être appliquée.

#### **Documents à remettre à la fin des travaux :**

Plans et notices techniques.  
Dossiers des ouvrages exécutés.

#### **Règlement, norme, procédé de pose :**

Tous les ouvrages, objets du présent marché, devront être exécutés dans le respect des textes réglementaires, normatifs, DTU en vigueur à la date de réalisation des travaux.

### Variations de prestation :

Des ajustements sur la quantité et les emplacements des ouvrages devront pouvoir être effectués sur le chantier lors de la réalisation afin de s'adapter au mieux aux besoins des utilisateurs avec l'accord du maître d'ouvrage. Ces ajustements se feront dans le respect de l'équilibre financier du marché.

## **ARTICLE 16 – CLAUSES TECHNIQUES – DESCRIPTION DES TRAVAUX**

### **DETAIL DES OUVRAGES :**

#### **Lot unique : Couverture et isolation**

Eléments de référence :

- D.T.U. 40.41 Couverture par éléments métallique
- D.T.U. 40.5 Travaux d'évacuation des eaux de pluie
- D.T.U. Travaux de bâtiment
- D.T.U.40.3 Mise en œuvre de toiture en acier
- D.T.U. 31.1 Charpentes bois
- D.T.U. Règles N84 Action de la neige sur construction

Zone climatique :

- Suivant DTU règles de calcul NV 65
- Effet du vent : zone 2
- Effet de la neige : zone 1A

Suivant plan joint, zone prise en compte : A111 –A 112.et photos jointes.

La structure existante est en bois, et la couverture est en plaques de fibrociment amiantées. Le rapport est joint au dossier.

Le mat haubané est posé sur la ferme médiane de la remise A111-112. Il faut faire très attention à l'étanchéité du pied lors de la pose

L'entrepreneur devra réaliser les démarches auprès des organismes concernés pour les autorisations de désamiantage. Après leur accord, dont la copie sera transmise au Maître d'Ouvrage, les travaux suivants seront effectués.

- Dépose de l'existant sur la surface remise actuelle, y compris en rives.
- Dépose des gouttières et descentes existantes si elles sont en mauvais état, et repose de
- Matériaux neufs.
- Révision de la charpente, et changement des pièces défectueuses si besoin.
- Ajout éventuel de renforts de charpente
- Fourniture et pose de bac acier, double peau, avec isolant de 60 mm minimum.
- Fourniture et pose de 2 lanterneaux pour éclairage zénithal
- Création d'un exutoire de fumée (1 %). Cet exutoire sera placé en partie haute
- L'entrepreneur devra voir les évacuations existantes à reprendre.

A \_\_\_\_\_, le

Le soumissionnaire

Amiens, le **25 MARS 2011**

Pour le Président (Pouvoir Adjudicateur) et par  
délégation, le Directeur Départemental des  
Services d'Incendie et de Secours,



Colonel Marc DEHEDIN

## Liste des pièces jointes au CCP

**Annexe 1** : plan des surfaces projetées avec référence des pièces

**Annexe 2** : photos de la couverture

**Annexe 3** : diagnostic amiante